

La politisation du milieu étudiant pendant la guerre d'Algérie

par Daniel Agacinski (intervention devant le Groupe de recherches matérialistes, le 6 mars 2010)

Entre 1954 et 1959, dans une France largement indifférente au conflit algérien, le premier *groupe social* à se mobiliser contre la poursuite de la guerre est étudiant – les mobilisations de plume des intellectuels, ou les soutiens matériels apportés aux Algériens sont le plus souvent des engagements *individuels* ; les autres groupes sociaux, comme les ouvriers, ne manifestent pas d'hostilité à l'action de la France. Et de 1959 à la fin de la guerre, ce sont encore des étudiants qui mènent le front syndical plus large qui manifeste son opposition à la guerre. Qu'est-ce qui a fait des étudiants les acteurs principaux de cette lutte, et par quelles étapes, par quels moyens sont-ils parvenus à adopter une position politique et à s'engager dans une action politique ? c'est de ce processus de politisation que je parlerai, en essayant de voir à la fois ses sources, ses procédés, ses limites, et ses conséquences sur la place que prend de la jeunesse étudiante sur la scène politique française, notamment à l'horizon de 1968.

Un processus de politisation indirect et calculé

Le premier trait caractéristique de ce mouvement de politisation est qu'il fut extrêmement construit et conscient, non pas au sens où il s'adosserait à une théorie politique particulièrement déterminée, mais dans la mesure où il est le résultat d'un plan de mobilisation de masse. Une minorité de dirigeants de l'UNEF de l'époque élabore une stratégie explicite visant à apporter aux étudiants un éclairage proprement politique sur ce qu'on appelle alors « les événements d'Algérie », en vue de les pousser à l'action contre la guerre. Ce double dessein politique : 1) politiser les consciences, et 2) pousser à l'action politique, s'inscrit sur le fond d'une France et d'une Université largement dépolitisées, au sens où ce n'est pas en termes strictement politiques que se nouent les débats relatifs à l'avenir de la société française – la technocratie et son langage ont alors pris le dessus. De ce fait, le processus de politisation, calculé, s'opère de façon délibérément indirecte ou médiata : il s'agit de sensibiliser les étudiants à *ce qui les concerne* dans la guerre d'Algérie, pour les amener, ensuite, à une réflexion plus profondément politique sur la guerre, c'est-à-dire qui ne se contente pas de la voir de leur point de vue d'étudiants.

C'est en ce sens que la première opposition étudiante à la guerre pourra être qualifiée de « morale » : les mobilisateurs invoquent la

violence de la guerre, pour susciter son rejet, plutôt qu'ils ne déploient une critique théorique et générale du colonialisme – considérant sans doute ce « créneau » davantage porteur auprès de la conscience étudiante de l'époque. On s'intéressera donc à la naissance de cette critique morale et à son déplacement progressif vers un regard plus politique sur le conflit. Pour comprendre ce processus il faudra analyser les méthodes de sensibilisation, de diffusion d'information sur la guerre, employées par les « minoritaires » (cette tendance au sein de la direction de l'UNEF qui veut mobiliser) pour amener les étudiants à avoir une vision *politique* de l'Algérie, ainsi que les obstacles, internes et externes que ces opérations rencontrent dans les deux moments de la politisation : la politisation des consciences et l'engagement dans l'action politique.

C'est un mouvement qui a sollicité et produit assez peu d'écrits, en tous cas sur le moment ; l'essentiel du travail de conviction était en fait oral, lors des débats pour l'adoption de motions, au niveau local dans les AGE¹, et au niveau national dans les Congrès. On dispose cependant de comptes-rendus de ces réunions et des motions adoptées ou rejetées au fil du conflit. Mais surtout, il existe – outre les écrits par lesquels les acteurs retracent après coup leur engagement – une série de textes produits à visée de propagande, ou au moins d'information et de politisation, des brochures que la direction de l'UNEF a eu pour mission de composer, afin d'abord de faire connaître la réalité de la guerre aux étudiants qui l'ignoraient largement, et du même coup de leur permettre de se faire une idée de la signification politique de ce que faisait la France en Algérie. Ces différentes brochures sont une source clé pour la connaissance de cette histoire de la mobilisation, et je m'appuierai régulièrement sur elles pour montrer les biais, les contorsions que les « propagandistes » sont contraints d'employer pour entraîner la jeunesse étudiante.

Le fond de dépolitisation spécifique de l'époque

Tout mouvement politique, toute entreprise de politisation surgit nécessairement sur un fond de dépolitisation, ou en tous cas d'occultation de certains enjeux politiques. Sur ce point l'histoire de l'opposition à la guerre d'Algérie ne fait pas exception ; mais les formes spécifiques de la dépolitisation de l'époque, et de l'apolitisme proclamé par le mouvement étudiant constituent autant d'obstacles singuliers qui détermineront en creux les formes de la politisation du mouvement.

¹ Assemblée Générale Étudiante, une dans chaque ville universitaire.

La première de ces conditions spécifiques réside dans l'absence d'assomption politique de la guerre elle-même : outre le fait caractéristique qu'elle ne dise pas son nom mais se présente seulement comme « pacification », opération de police, de maintien de l'ordre après une rébellion, qu'il ne s'agisse officiellement que d'« événements », il est notable qu'aucun des gouvernements successifs, de couleurs différentes, qui s'engagent progressivement dans la guerre totale, n'assume véritablement cet engagement, et ne définit d'autre but de guerre que la sauvegarde de l'Algérie française et le retour de la paix... par les armes. Une telle dépolitisation du conflit par les pouvoirs politiques eux-mêmes, qui en font une affaire tout intérieure et purement militaire, constitue à l'évidence un obstacle sur le chemin de la politisation de l'opposition à la guerre (de ce point de vue la situation du Viêt-Nam sera radicalement différente puisque les présidents américains qui la conduisent l'assument et la revendiquent).

Cet obstacle à la prise de conscience de la réalité du conflit algérien est redoublé par l'absence quasi totale d'information libre sur le déroulement des opérations militaires. Ce qui se passe en Algérie, et même l'Algérie en général, est largement méconnu des Français – et des étudiants aussi bien, si on excepte quelques rares férus d'histoire coloniale. Michel de la Fournière, leader de l'UNEF pendant une partie de la guerre, raconte : « Pour la plupart, la réalité algérienne se situait quelque part entre Albert Camus, Alain Mimoun et Pépé le Moko² ». On va ainsi au-delà de la simple dépolitisation, vers une ignorance radicale, permise par le silence des médias sur la guerre et sur l'Algérie, et qui ne peut aboutir qu'à une indifférence assez généralisée. Et cette indifférence touche encore une fois aussi bien la population française prise dans sa globalité que le milieu spécifiquement étudiant. Il ne semble en effet pas possible d'expliquer autrement que par cette indifférence relativement profonde des Français à l'égard du sort de l'Algérie l'absence de mouvement massif d'opposition à la guerre avant 1960, sous l'impulsion des étudiants donc. Jean-François Lyotard (dans ses articles consacrés à l'Algérie dans *Socialisme ou Barbarie*, rassemblés en 1989 dans *La Guerre des Algériens*³) explique d'ailleurs, en ce qui concerne les ouvriers, que cette absence de soulèvement contre la guerre, cette attitude spectatrice devant le conflit ne peut être mise sur le compte d'une absence de combativité ouvrière en général, dans la mesure où les conflits dans les entreprises sont, à la même époque, vifs ; il retrouve alors nécessairement cette hypothèse de la dépolitisation massive et de la dépolitisation de la

² Michel de la Fournière, « Les étudiants face à la guerre » (1954-1957), in *La Guerre d'Algérie et les Français*, ss. la dir de Jean-Pierre Rioux, Fayard, 1990.

³ Jean-François Lyotard, *La Guerre des Algériens*, Écrits, 1956-1965. Galilée, coll. débats, 1989.

question algérienne en particulier – peut-être mêlée aussi à la persistance d'une certaine idéologie nationale, qui de part et d'autre de la Méditerranée, détourne les ouvriers d'un sentiment de solidarité. Comme la CGT ne donnait pas de consignes de mobilisation sur la question (puisqu'elle n'en avait pas reçu), et comme l'URSS semblait intéressée à un maintien de la présence française en Algérie (pour préserver l'Afrique du Nord de l'influence américaine), aucune organisation politique ou syndicale ne vint, pendant longtemps, troubler le consensus silencieux en faveur de la poursuite du combat.

De plus, que ce soit dans le pays en général ou dans le milieu étudiant, la politique comme pratique est alors, dans le courant années 1950, largement discréditée par le spectacle de la vie parlementaire de la IV^e République. Les partis n'intéressent pas les étudiants – même si le PCF maintient chez eux une audience respectable, qui sera cependant largement écornée en 1956. L'organisation même de l'UNEF n'aide pas à la politisation : contrairement à ce qu'elle est depuis le milieu des années 1960, l'UNEF n'est pas alors un syndicat parmi d'autres concurrents, mais un interlocuteur représentatif unique, chargé à la fois de porter les revendications des étudiants dans leur ensemble et de cogérer avec le pouvoir un certain nombre d'institutions comme les restaurants et les œuvres universitaires. Parce qu'il faut (notamment) sa carte de l'UNEF pour entrer au resto-U, l'UNEF regroupe alors plus de 80.000 étudiants, soit presque un sur deux. On a donc affaire à une organisation de masse, mais dont l'essence représentative et gestionnaire lui interdit presque constitutivement un positionnement politique tranché – surtout s'il doit l'opposer au pouvoir, son partenaire. C'est le sens du principe d'apolitisme qui préside à la reformation du syndicat après guerre, qui n'est originellement que la traduction dans le monde étudiant de la charte d'Amiens qui sépare le monde syndical des partis, mais ce sera bien plus, un mot d'ordre dans la bouche des plus conservateurs des étudiants, qui leur servira opportunément de rempart contre les assauts des minoritaires pour politiser les étudiants en les dressant contre la guerre. On voit donc tout un courant, allant de l'apolitisme gestionnaire centriste au militantisme « Algérie française » paré des couleurs ternes de l'apolitisme pour contenir le mouvement de politisation des « anticolos », qui constituera pendant toute la durée de la guerre un frein actif à la politisation, un obstacle interne au mouvement étudiant. Ces conservateurs n'auront de cesse de faire pression auprès des gouvernements successifs pour que l'engagement politique de l'UNEF lui fasse perdre *de facto* son caractère représentatif de l'ensemble des étudiants et son rôle d'interlocuteur unique du pouvoir.

Enfin les dispositifs de sursis militaires ont mis, pendant les premières années de la guerre, la jeunesse étudiante à l'abri du départ pour l'Algérie,

ce qui n'a fait que renforcer leur éloignement à l'égard du conflit. Tels sont les obstacles spécifiques, intrinsèques et extrinsèques, que l'opération de politisation a rencontrés.

Les sources de la politisation des leaders étudiants

Mais pour rencontrer des obstacles sur son chemin il faut suivre un mouvement, et ce mouvement doit être impulsé par une certaine force. Qui a cherché à politiser les étudiants ? Comme on l'a vu, l'UNEF est une organisation de masse où, de fait, toutes les tendances politiques sont représentées. L'un des traits caractéristiques de la période du début de la guerre d'Algérie est la présence de plus en plus affirmée de militants qu'on pourrait appeler chrétiens de gauche de la JEC⁴ au sein de l'UNEF. Ces chrétiens sont parmi les premiers à avoir manifesté leur refus de l'engagement militaire en Algérie – la hiérarchie catholique de France ayant elle-même pris une position défavorable à la guerre. Naturellement, leur opposition à la guerre d'Algérie peut d'abord être qualifiée de morale, plus que de politique, mais ils témoignent d'une attention particulière aux questions coloniales, qui n'est alors pas partagée par tous les mouvements de gauche laïcs, et ils seront au cœur du mouvement minoritaire, la « mino », qui représente l'aile gauche de l'UNEF et affronte la « majo », centriste, apolitique (donc de droite), et qui va construire sa conquête du pouvoir à l'UNEF autour de la mobilisation sur les questions d'outre-mer et notamment sur la première d'entre elles, la question algérienne. Bien entendu, les jécistes ne sont pas seuls dans cette mouvance mino, où l'on trouve des socialistes en rupture avec la SFIO molletiste, ou des tiers-mondistes de tous horizons, mais il semble que le plan de politisation de masse des étudiants leur soit largement redevable. L'idée est alors, étant donné le statut représentatif de l'UNEF, de construire une position originale, qui permette à la fois d'énoncer des thèses avancées sur le destin national de l'Algérie, tout en étant susceptible de rallier l'ensemble ou du moins la majorité de la communauté étudiante. D'où un jeu subtil d'équilibre, qui ne peut aboutir à des positions nettes qu'au moyen d'une entreprise d'information de grande ampleur et de longue haleine, sur laquelle je reviendrai évidemment en détail.

Un des éléments décisifs de la mobilisation de nombreux étudiants en faveur de la paix en Algérie réside dans la fréquentation des étudiants d'outre-mer, et notamment des étudiants algériens, vivant en métropole. Le monde étudiant est en effet l'un de ceux où les hexagonaux pouvaient

⁴ Jeunesse Étudiante Chrétienne.

rencontrer des Algériens et se lier avec eux le plus facilement. Non seulement ces contacts rendaient absurde aux yeux des étudiants la situation où ils se trouvaient amenés, eux, en tant que Français, à approuver ou à faire la guerre contre leurs camarades, mais surtout, ils leur ont permis de connaître et de comprendre le mouvement national algérien, qui a rapidement touché la communauté étudiante de métropole. Encore une fois, les étudiants (notamment ceux de Paris, Lyon ou Grenoble, où la communauté algérienne était significative) sont presque le seul groupe français à avoir pu connaître personnellement des nationalistes algériens – et leur sensibilité à la guerre en fut évidemment transformée – tandis que la plupart des mouvements de gauche, partisans ou syndicaux, ont eu de grandes difficultés à interpréter la nature de la révolte des Algériens à la lumière de leurs catégories sociales et politiques. Cette sensibilité spécifique aux étudiants s'est encore aiguisée lorsqu'ils ont vu la répression s'abattre de plus en plus intensément sur leurs camarades algériens, qui eux-mêmes se radicalisent et se rapprochent de plus en plus du FLN ; il n'est pas ici possible de retracer les relations complexes de l'UNEF et de l'UGEMA⁵, tout au long de la guerre, mais il faut dire cependant que le maintien du lien avec la communauté étudiante algérienne a été à la fois un enjeu et un problème de la mobilisation étudiante : malgré l'aspiration profonde des leaders de la mino à entretenir leurs relations avec leurs homologues algériens, l'alignement intransigeant de l'UGEMA sur la politique du FLN d'une part, et l'impossibilité pour les étudiants français de s'identifier aux nationalistes algériens (même pour certains des plus engagés contre la guerre), les plaçaient dans une situation déchirante, puisqu'ils risquaient de perdre la raison d'être de leur combat ou leur base étudiante. C'est là encore au moyen d'une intense campagne d'information que les responsables ont réussi à faire accepter en congrès la reprise de contacts avec l'UGEMA, au scandale du gouvernement français qui avait interdit l'association en raison de ses liens avec le FLN.

Enfin, trois événements ont offert aux minos une chambre d'écho favorable à leurs thèmes de mobilisation : tout d'abord les putschs du 13 mai 1958 et du 22 avril 1961, qui suscitèrent l'émoi en métropole et firent craindre une fascisation du régime – ce qui est toujours mobilisateur chez les étudiants. Et plus spécifiquement, entre ces deux dates, l'ordonnance du 11 août 1959 qui revint très largement sur les sursis étudiants et menaça donc de départ immédiat sur le champ de

⁵ Union Générale des Étudiants Musulmans d'Algérie. Sur la question de ses rapports avec l'UNEF, on peut se reporter à une brochure publiée par l'UNEF en 1960 : *Le Syndicalisme étudiant et le problème algérien*, ainsi qu'à la thèse de Jean-Yves Sabot, *Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie* (L'Harmattan, 1995).

bataille un grand nombre de jeunes qui se croyaient à l'abri, et qui vont soudain être amenés à s'intéresser davantage à la question algérienne....

Les moyens de la politisation indirecte de la masse des étudiants

Reste alors à savoir par quels moyens, à partir de ces sources de mobilisation et au contact de ces événements déclencheurs, les opposants à la guerre d'Algérie vont tenter d'entraîner avec eux la masse des étudiants, et y parvenir. L'effort de guerre contre la guerre se déploie sur des fronts multiples, qui se développent avec le temps : par l'aide individuelle aux étudiants algériens menacés, puis l'aide juridique individuelle aux étudiants français appelés après la réforme des sursis, mais aussi et surtout par une véritable campagne visant à alerter l'opinion étudiante sur la réalité de la guerre, dont il est intéressant d'observer les détours moraux et corporatistes. En tant que syndicat étudiant et représentatif, l'UNEF est censée s'occuper des questions qui concernent les étudiants. La conduite des affaires de la nation, la politique outre-mer de la France ne semble pas *a priori* rentrer dans le cadre étroit des « problèmes étudiants ». Or on va voir les responsables moins déployer une vaste inventivité pour attaquer la guerre sous l'angle « étudiant », ou sous un angle moral susceptible de toucher les étudiants – comme si ce n'était pas de la politique.

Par exemple, l'un des principaux arguments récurrents dans la documentation d'information (surtout au début de la guerre, il est vrai) consiste à dénoncer l'engagement en Algérie comme excessivement coûteux, et à expliquer que l'argent public serait bien mieux dépensé s'il contribuait à rénover les universités ou à distribuer aux étudiants le « présalaire » que l'UNEF réclame depuis quelques années. Il est des façons plus politiques de condamner une guerre. La stratégie est cependant clairement fixée : il s'agit de convaincre les étudiants de se mobiliser contre la guerre d'Algérie, tout en se protégeant des attaques portées par l'ancienne majorité au nom de l'apolitisme ; il s'agit donc de politiser sans le dire. Plus on est proche du début de la guerre, plus les arguments sont d'ordre budgétaire, comme on l'a vu, ou encore et surtout d'ordre sentimental et moral : il est avant tout question de la torture, de la violence en général, qu'on condamne d'abord *des deux côtés*, ce qui permet de révéler les exactions françaises sans avoir l'air d'adopter le point de vue du FLN.

Cependant, à mesure que la guerre se prolonge, et que les étudiants reçoivent de plus en plus d'information sur son déroulement (notamment grâce aux anciens appelés qui, à leur retour, racontent ce

qu'ils ont vu et ce qu'ils ont fait), à mesure également que se déploie la première vague de sensibilisation, essentiellement morale et qui ne fait pas la part belle pour le moment à la question de la signification politique de la guerre, l'intérêt pour la question algérienne croît nettement dans le milieu étudiant. C'est le premier signe que la politisation « prend ». À telle enseigne que peu à peu, le bureau de l'UNEF, désormais aux mains des « minos » parvient à faire adopter des motions de plus en plus politiques, évoquant dès le début de 1960 l'autodétermination de la nation algérienne. Certes, les préoccupations morales et corporatistes sont toujours au cœur des discours étudiants sur la guerre, mais elles servent à présent ouvertement de préalable à une prise de conscience *politique* à l'égard de l'événement. L'idée est que le contournement de la politique par la morale et par l'intérêt des étudiants n'est qu'une étape vers l'engagement politique de la masse, et non pas seulement un substitut définitif de point de vue politique. L'élection de Pierre Gaudez à la tête du mouvement, avec pour mandat, entre autres, de renouer avec l'UGEMA, ne laisse plus la place au doute : l'apolitisme traditionnel n'est plus la doctrine dominante, et les étudiants semblent prêts, massivement, à assumer une opposition *politique* à la guerre, c'est-à-dire une opposition qui en condamne non seulement les coûts et les méthodes, mais le principe même, et qui le prouve en entretenant des liens avec « l'ennemi » du moment.

Les effets de la politisation des étudiants

À quoi aboutissent ces efforts de politisation du monde étudiant ? Comment va se traduire cette montée de l'opposition à la guerre dans les Universités ? Dès lors qu'on passe des prises de position individuelles de leaders du mouvement, des aides, là encore individuelles, apportées aux Algériens ou aux étudiants menacés, à l'action collective, l'un des premiers effets frappants est un effet de publicisation du refus de la guerre. Une fois la politisation de la masse étudiante réalisée, cette opposition à la guerre cesse d'être un fait marginal, et change donc de signification. Surtout dans la mesure où elle va se montrer. N'y aurait-il que le fait qu'un bureau *mandaté pour cela par les étudiants de France* rencontre l'association des étudiants algériens qui avait appelé quelques mois auparavant ces étudiants à rejoindre l'ALN dans les maquis (l'UGEMA), et que ces deux bureaux publient un communiqué commun condamnant la guerre coloniale et appelant dans l'urgence un cessez-le-feu français et l'autodétermination algérienne – cela constitue déjà un événement d'importance.

Mais ce n'est pas encore ici l'entrée à proprement parler de la jeunesse étudiante, en personne, sur la scène politique. Cette entrée s'effectuera dans la rue, à l'automne 1960, à un moment où le mouvement est de nouveau pris en tenaille entre ses éléments les plus modérés, qui se contentent des déclarations de condamnation, et les étudiants les plus engagés, qui sont vivement tentés par l'insoumission et l'aide directe au FLN. Il semble que ce soit sous la menace de voir un nombre non négligeable d'étudiants choisir cette voie de l'insoumission – voie l'UNEF ne peut, en tant qu'organisation cogestionnaire, ni cautionner ni encourager – que le bureau de l'union se décide pour « d'autres formes d'action », et prépare la grande manifestation intersyndicale du 27 octobre. « C'est une dernière carte à jouer sur le plan légal parce que la pression monte en interne », note Henri Monchablon dans son histoire de l'UNEF⁶.

C'est alors à l'initiative de l'UNEF que tous les syndicats (sauf la CGT qui les accuse simultanément d'aventurisme et de collusion avec le gouvernement) se rassemblent dans et autour du palais de la Mutualité pour réclamer l'autodétermination, la paix par la négociation, la garantie des libertés démocratiques en France. Incontestablement, les positions avancées sur la question algérienne auxquelles le syndicat étudiant a pu arriver grâce à la « pédagogie » des minos, lui ont permis de jouer un rôle central et moteur dans l'unification du mouvement syndical d'opposition à la guerre. Aucun syndicat n'avait le pouvoir d'entraîner les autres derrière lui, seul l'UNEF avec sa « virginité politique⁷ » pouvait alors lancer le mouvement et le conduire. Cette manifestation fut considérée comme un succès assez net – impression renforcée par le fait que De Gaulle, à peine quelques jours après, évoquait pour la première fois la perspective d'un référendum sur l'autodétermination. Ainsi, pour leur première entrée sur la scène politique via la rue, les étudiants ont eu le sentiment de remporter une victoire, et même une victoire décisive. Ce sentiment se révélera rapidement trompeur, et source de multiples illusions sur la nature et la force de la puissance des étudiants en politique.

Les limites de la puissance politique des étudiants politisés

Pour comprendre en quoi cette victoire ne fut d'abord qu'illusoire, il faut voir que cette politisation, si elle a largement réussi, n'en possédait

⁶ Henri Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, Puf, 1983.

⁷ Je reprends l'expression à Henri Monchablon, *Op. cit.*

pas moins de sérieuses limites. Sur le plan de la conjoncture immédiate, on peut remarquer que l'impression de victoire accréditée par le tournant gaullien de l'autodétermination a eu un premier effet démobilisateur. En gros, le général a endormi tout le monde, et la guerre a continué après l'échec des premières négociations d'Évian (au début de 1961) ; la mobilisation n'a pu alors reprendre sur le même mode qu'à l'automne 1960. L'une des explications à cela tient dans ce qu'on a appelé la virginité politique de l'UNEF avant le 27 octobre : c'était en tant que mouvement représentatif de la jeunesse, dont l'histoire n'était pas marquée par son opposition au gouvernement que l'Union a pu produire à la fois un effet de surprise et un effet d'entraînement. Mais, passé cet événement, elle fut considérée comme hostile par le pouvoir qui favorisa l'éclosion et la reconnaissance d'un syndicat concurrent ; une fois accomplie cette première apparition sur la scène de l'opposition, l'UNEF ne pouvait pas rééditer le même « coup » et se trouvait ainsi reléguée au rang de force politique d'opposition, une parmi tant d'autres. À tel point que vers la fin de la guerre, l'organisation de l'UNEF fut elle-même dépassée par des structures plus petites, extérieures, qui regroupaient les éléments les plus radicaux au sein du Front Universitaire Antifasciste (FUA) et qui portèrent vigoureusement la lutte contre l'OAS, puis la lutte contre le gaullisme une fois la guerre finie.

L'UNEF ne pouvait impulser de dynamique unitaire, comme elle le fit en octobre 1960, que tant que le syndicat étudiant représentait une nouveauté radicale, constituait un nouvel acteur qu'on ne pouvait qu'écouter et suivre, et de plus cela n'était possible que sur la base d'une revendication *négative*. Une fois que le gaullisme a repris à son compte l'objectif de l'autodétermination, il devint beaucoup plus difficile de rassembler une intersyndicale pour manifester contre la guerre, qui dure pourtant encore plus d'un an. La mobilisation négative existe encore, contre l'OAS, qui sévit de plus en plus à Alger comme en métropole, mais dont la signification politique est bien moins décisive – d'autant qu'on se dit alors qu'il faut protéger le gaullisme, dernier rempart contre les fascistes... Il apparaît alors clairement que la puissance de frappe de l'UNEF, manifestée lors du 27 octobre, n'était qu'une arme à un coup, et ne signifiait pas l'installation durable d'un nouvel acteur politique incontournable – quelles qu'aient été les traces de cet engagement contre la guerre d'Algérie chez chacun des acteurs du mouvement. C'est en tant qu'organisation étudiante *et* politique que l'UNEF a perdu son poids au moment même où elle s'imposait ; elle a ainsi dû sortir de la scène dès qu'elle y était entrée.

Il peut être intéressant de se reporter, par exemple, aux analyses que Marc Kravetz (leader de l'Assemblée Générale des Étudiants en Lettres après la guerre d'Algérie), expose dans les *Temps modernes* en 1964 et

1965⁸ ; il porte un regard que l'on peut considérer comme sévère sur la forme et le contenu de la politisation de la lutte contre la guerre d'Algérie, et en souligne en tous cas les limites : il reconnaît la valeur du virage de 1960, où l'on passe des condamnations morales à une perception véritablement politique du conflit, mais critique la forme manifestation, qui caractérise une lutte qui se contente de témoigner d'elle-même, qui s'épuise dans un seul acte de présence, et qui voue le mouvement au reflux, aussi bien en cas d'échec qu'en cas de succès ponctuel. Kravetz bénéficie alors d'un recul de trois ans sur la fin de la guerre, et peut effectivement observer le repli de l'UNEF, dont les effectifs ont presque été divisés par deux tandis que le nombre d'étudiants avait à peu près triplé. Cependant, en revenant sur la période de la guerre, il peut remarquer le chemin parcouru grâce à la politisation organisée par la minorité et voir que cette guerre a été l'occasion pour la jeunesse étudiante française de s'interroger sur les valeurs de sa propre bourgeoisie. Il reprend à son compte la démarche de politisation qui était à l'œuvre pendant le conflit, consistant à partir de revendication de corps ou d'indignations morales, pour en montrer immédiatement aux étudiants les implications politiques les plus lointaines : « Le syndicalisme étudiant ne peut se développer qu'au moment où il s'engage dans une critique radicale du système universitaire, en conteste les fins, au nom de fins autres, définit un modèle culturel totalement différent. (...) Il importe d'explicitier les critiques radicales du système que les revendications immédiates portent en elles, et de dépasser la démarche hésitante et nécessairement réformiste du syndicalisme par une analyse politique qui lui indique les fins réelles de son action⁹ ». Et il s'agit bien sûr d'aller plus loin que la critique du seul système universitaire. « C'est au sein d'une démarche syndicale que la nature du préalable politique peut être réellement comprise. Pendant longtemps encore, l'objet essentiel de la revendication sera de capitaliser les capacités revendicatives du milieu, refusant de les épuiser dans l'espoir de satisfactions illusives, mais dépassant également la simple agitation permanente (...). C'est pourquoi, répétons-le, cette syndicalisation est un processus de longue haleine¹⁰ ».

Il semble cependant plus lucide que ses prédécesseurs quant aux impasses, ou tout du moins quant aux contradictions inhérentes au syndicalisme étudiant : en tant qu'étudiants, les étudiants ne sont pas une classe, pas même un groupe homogène, et leur prise de conscience

⁸ Marc Kravetz, « Naissance d'un syndicalisme étudiant », *Les Temps modernes*, n°213, février 1965 ; et Antoine Griset et Marc Kravetz, « De l'Algérie à la réforme Fouchet : critique du syndicalisme étudiant », *Les Temps modernes*, n°227-228, avril-mai 1965.

⁹ Kravetz, « Naissance d'un syndicalisme étudiant », *Op. cit.*

¹⁰ *Ibid.*

politique ne peut s'effectuer, dit-il, qu'en tant qu'ils cessent de se considérer comme étudiants à proprement parler. Or un syndicat étudiant peut-il s'adresser aux étudiants autrement que *comme étudiants*, dans la mesure où les tentations corporatistes sont inhérentes à la structure syndicale ? La solution, selon lui, se trouve dans la politisation des revendications corporatistes : on peut défendre des revendications corporatistes, « mais sous-tendues par une analyse politique explicite de leurs significations et conçues comme des réponses aux initiatives technocratiques du pouvoir, nommément désignées »¹¹ Le but est de faire prendre conscience que les intérêts des étudiants se trouvent du côté des travailleurs (en élaborant, par exemple, des plans communs pour le logement). Chose dont l'UNEF, en tant qu'organisation de tradition cogestionnaire et proche du pouvoir, ne s'était pas montrée capable pendant la guerre d'Algérie (puisque'elle ne remettait pas en cause les *buts* de la société en général, seulement les moyens), et sans doute jamais par la suite non plus...

Enfin on peut ajouter, dans la ligne des remarques de Kravetz et de celles de Claude Martin dans *Socialisme ou Barbarie*¹² sur la jeunesse étudiante, même si ce n'est pas explicite chez eux, que le mouvement d'opposition à la guerre n'est jamais devenu pleinement politique dans la masse des étudiants, dans la mesure où le caractère moral de l'indignation et les ressorts proprement universitaires de la mobilisation sont toujours demeurés si présents que le point de vue des étudiants mobilisés a, semble-t-il, toujours été essentiellement le leur, d'étudiants français, sans que jamais l'UNEF ne se place ouvertement du point de vue des Algériens – alors que seul un dépassement de son point de vue aurait, me semble-t-il, été le signe d'un regard politique sur la situation.

Vu de mai : qu'en reste-t-il ?

Après avoir retracé le déroulement de la mobilisation et le regard que le syndicalisme étudiant portait sur elle peu de temps après sa fin, il faut se demander rapidement ce qu'il restait de cet épisode à la fois glorieux et limité, en 1968.

Le premier point qui m'a frappé, c'est l'absence quasi-absolue de référence à la mobilisation contre la guerre dans les tracts reproduits par le *Journal de la commune étudiante* de Vidal-Naquet¹³ : on y trouve tout au

¹¹ Antoine Griset et Marc Kravetz, « De l'Algérie à la réforme Fouchet : critique du syndicalisme étudiant », *op. cit.*

¹² Claude Martin, « La Jeunesse étudiante », *Socialisme ou barbarie*, n°34, mars-mai 1963.

¹³ Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la commune étudiante*, Seuil, [1969] 1988.

plus quelques références à Charonne et quelques « trucs » pratiques pour déjouer les CRS qui chargent, mais c'est essentiellement ce savoir-faire du combat de rue que l'on retient, en 1968, des luttes de 1960-1962. Le 13 mai 1958 est à peine convoqué en écho au 13 mai 1968.

Certes, on peut dire que le mouvement étudiant est, plus que tout autre, privé de mémoire, puisque les acteurs n'en sont que transitoires, et que six à huit ans sont une longue période, que les étudiants de 1960 ne sont plus étudiants en 1968... mais il est surtout vraisemblable que la politisation qui a été opérée dans le contexte défensif de l'opposition à la guerre se soit éteinte en moins de temps qu'il n'en avait fallu pour la réaliser (en tous cas pour ce qui est de la masse des étudiants), et que la référence de l'UNEF de 1960 n'était tout simplement pas pertinente pour la jeunesse de 1968.

Ceci étant dit, il reste toutefois quelques traces nettes, même si elles n'étaient pas explicites, de l'influence du précédent 1960 sur l'événement 1968. L'idée même que les étudiants, en sortant dans la rue, pourraient entraîner avec eux les ouvriers, cette idée ne peut pas venir d'ailleurs que du souvenir plus ou moins net du 27 octobre 1960 (dont Vidal-Naquet dit qu'il est comme la préfiguration du 27 mai à Charléty¹⁴) ; plus précisément, l'idée que les étudiants, à un moment où l'histoire en France semble s'être arrêtée au profit de l'expansion économique, faute d'agents historiques pluriels (De Gaulle s'étant réservé l'exclusivité du statut d'agent historique), l'idée que les étudiants pourraient bien être l'agent historique qui vient rompre l'état de dépolitisation ambiant, a sans doute sa source dans le précédent algérien.

Plus que la définition d'une doctrine politique ou syndicale, plus que la construction d'une méthode de lutte définie, l'épisode de la lutte étudiante contre la guerre d'Algérie semble avoir constitué un mythe (du moins plusieurs acteurs des mouvements des années 60 le définissent ainsi¹⁵), un mythe de l'action politique unifiée, dans la rue, de la jeunesse étudiante française, qui ouvre la voie à une opposition politique extra-parlementaire, dégagée des appareils partisans, exerçant même une critique à leur endroit, et pouvant constituer une force potentiellement révolutionnaire, ou qui du moins restait à mesurer. La guerre d'Algérie avait permis à la jeunesse étudiante de prendre une distance radicale et inédite à l'égard de la société des adultes de leur temps, qu'on ne saurait réduire à un banal conflit de générations, et qui institue un nouvel acteur politique potentiel, dont le rôle et la puissance étaient amenés à s'accroître.

¹⁴ *Ibid.*, p.12.

¹⁵ Notamment Henri Monchablon et Marc Kravetz.

Une fois ce tableau dressé des conditions d'émergence, de succès et de postérité de la mobilisation étudiante de 1960, il resterait à voir, ensuite, au fil des travaux sur 68 même, ce qu'il en est resté et ce qui en a été rejeté, mais c'est ce dans quoi je ne pouvais pas entrer de façon détaillée, et que je laisse pour la suite du programme.